Bruno Amable, *Libération*, 31 mai 2021

Pourquoi les Français votent-ils à droite s'ils veulent une politique de gauche ?

liberation.fr/idees-et-debats/opinions/pourquoi-les-francais-votent-ils-a-droite-sils-veulent-une-politique-de-gauche-20210531_SBEFGIZ3GRGUPIQEXC3QB3PTEM

Chronique «Economiques»

Un nouveau sondage montre que, dans le cadre de la future présidentielle, les électeurs plébisciteraient des réformes économiques marquées à gauche. Pourtant, dans toutes les enquêtes d'opinion, les partis de gauche restent à la traîne.

Un récent sondage sur les mesures qui pourraient être proposées à un candidat à la présidentielle de 2022 a révélé un soutien massif à des mesures économiques de gauche (1). 93 % des sondés se sont déclarés favorables à un grand plan de réinvestissement dans les services publics, en particulier dans la santé, 92 % voudraient voir la TVA sur les produits de la vie courante baisser, 91 % souhaiteraient un contrôle de l'utilisation des aides aux entreprises et leur réorientation vers les PME, 83 % voudraient taxer les dividendes des actionnaires des plus grandes entreprises, 81 % augmenter le smic de 200 euros net et 78 % rétablir l'ISF.

Si on rapproche ces résultats des intentions de vote pour 2022, un paradoxe surgit. Les Français privilégient massivement des candidats de droite. La moyenne des sondages donne moins de 16 % à l'ensemble LO-NPA-LFI-PCF et plus de 40 % à LR-LREM. Si on ajoute l'extrême droite à ces derniers, on a un minimum de deux Français sur trois qui souhaitent une présidence de droite. Comment expliquer cette contradiction entre les attentes et les intentions de vote ?

Une première explication serait que le sondage donne des indications erronées et que les chiffres ne correspondent à aucune réalité. Mais il n'y a pas de raison de le penser a priori, d'autant plus que les résultats sont en accord avec ceux qu'on peut obtenir d'autres sources. Selon le baromètre d'opinion de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), 67 % des Français considèrent qu'il n'est pas normal de demander aux personnes qui touchent des allocations chômage d'accepter n'importe quel emploi et veulent que le système d'assurance maladie reste public. 65 % sont du même avis pour le système de retraite.

Deuxième explication : les électeurs ne percevraient pas correctement les intentions des candidats pour lesquels ils se prononcent. Le grand plan d'investissement public dans la santé est ainsi soutenu par 100 % des électeurs de François Fillon, celui-là même qui, en visite dans un Ehpad en 2017, répondait *«vous voulez que je fasse de la dette supplémentaire ?»* à des soignants demandant plus de moyens. 82 % des sondés proches de LREM voudraient taxer les dividendes et 65 % des électeurs de Macron souhaitent le retour de l'ISF alors que l'occupant de l'Elysée estime que ce serait *«taxer la réussite».*

Troisième explication : les Français ne feraient pas confiance aux partis de gauche pour satisfaire leurs attentes. Il est vrai que ne pas faire confiance au PS de Hollande, Valls ou Moscovici pour mettre en œuvre une politique économique de gauche est une preuve qu'on a conservé au moins une partie de ses facultés intellectuelles. Mais même si le PS est dévalué politiquement, il existe d'autres partis à gauche. Pourquoi les Français ne leur font-ils pas plus confiance pour répondre concrètement à leurs attentes ? Serait-ce la conséquence du travail intense de propagande réalisé par de nombreux médias occupés à dissimuler la réalité des programmes de certains candidats dans un double mouvement de dédiabolisation à l'extrême droite (Marine Le Pen, une gentille dame qui aime les chats) et de construction d'un front «républicain» (comme le printemps et les compagnies de sécurité) contre La France insoumise (Jean-Luc Mélenchon, un odieux personnage qui crie et traumatise les policiers).

Quatrième explication : les attentes en matière économique ne seraient pas prioritaires pour les électeurs, mais secondaires par rapport à d'autres que, visiblement, les partis de droite seraient plus aptes à satisfaire. Il est certain qu'il n'y a pas que des attentes de politique économique dans les demandes exprimées par les électeurs, mais un tel écart avec les intentions de vote supposerait que l'économie compte pour presque rien dans les choix électoraux et que les autres demandes soient majoritairement de droite. Si ce n'est pas a priori impossible, cela semble très improbable. On comprend cependant pourquoi la droite a intérêt à ce que la campagne électorale s'articule autour des questions de sécurité ou d'immigration.

Une cinquième possibilité, qui inclut un peu de toutes les autres, serait que les électeurs expriment des demandes qu'ils pensent être impossibles à satisfaire. L'hégémonie culturelle néolibérale (pour le dire vite) serait telle que les Français n'envisageraient pas sérieusement la mise en œuvre de leurs politiques préférées. Les espérances seraient de gauche mais la réalité perçue serait, elle, de droite. Dans ces conditions, l'enjeu des forces de gauche serait de mener un combat pour convaincre qu'il y a des alternatives.

(1) Ifop pour *l'Humanité.*

Cette chronique est assurée en alternance par Ioana Marinescu, Anne-Laure Delatte, Bruno Amable et Pierre-Yves Geoffard.